



Make a difference... Contribute to Africare

## Café-cacao : les producteurs face à leurs responsabilités

**Notre Voie** (Abidjan)

ACTUALITÉS

25 Janvier 2006

Publié sur le web le 25 Janvier 2006

By J-S Lia

Après la formation du gouvernement issu de Marcoussis, le Comité interministériel des matières premières (dirigé par la primature) et le gouvernement ivoirien ont demandé et obtenu de l'Union européenne le financement d'un audit de la filière café-cacao.

Traduction : l'ex-Premier ministre Seydou Diarra et le ministre de l'Agriculture, Amadou Gon Coulibaly, ont commandité un audit qui doit démontrer la manière dont la manne cacaoyère est utilisée. Dans le contexte socio-politique actuel, il s'agit de savoir si l'Etat a réellement utilisé l'argent des producteurs pour acheter des armes et si cela s'est fait dans le respect du cadre réglementaire. D'où l'audit juridique.

Le draft du rapport dont la délégation de la Commission européenne en Côte d'Ivoire précise qu'elle "fait encore l'objet de vérifications et de corrections, et ne peut donc être considérée comme une version finale ou validée", pointe un doigt accusateur à la fois contre les acteurs de la filière et le régime de Laurent Gbagbo. A l'encontre des structures de gestion, il indique que "en dehors de toute procédure de contrôle public, les acteurs de la filière utilisent comme bon leur semble les sommes qui leur sont allouées par l'Etat". Par exemple, la Bourse du café et du cacao (BCC) serait inutilement dépensière, à travers des dépenses "contestables ou superflues". Le Fonds de régulation, de commercialisation et de contrôle (FRC) est ouvertement accusé d'avoir servi à "financer l'achat d'armes par le régime Gbagbo".

Quant au régime Gbagbo, il est accusé d'avoir transféré l'argent de la réserve prudentielle de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest à la Banque nationale d'investissement. "En septembre 2005, une mission conjointe du FMI et de la Banque mondiale avait conclu que sur les 400 milliards de CFA prélevés sur le dos des planteurs entre 2002 et 2004, seuls 130 milliards avaient été dépensés au bénéfice de la filière cacao", indique le draft. Autrement dit, l'argent des producteurs a servi à d'autres fins.

En conclusion, les auteurs du rapport évoquent, évidemment, "la mise en cause éventuelle de l'Etat ivoirien" et prophétisent des difficultés de reprise de la coopération financière entre la Côte d'Ivoire et les institutions de Bretton-woods.

Rien de nouveau

Ce rapport, brouillon ou pas, n'apporte rien de nouveau aux critiques depuis toujours formulées contre le régime Gbagbo depuis son accession à la magistrature suprême. C'est sur la même page de la calomnie et de l'intoxication abusive que de ratures en ratures on voudrait réécrire l'histoire de la filière café-cacao. Pendant plus de 40 ans, la filière était aux mains des décideurs politiques. Les producteurs n'avaient voix au chapitre que lors de la Coupe nationale du progrès ou autres manifestations au cours desquelles ils étaient présentés comme des bêtes en foire. "Le succès de ce pays repose sur

l'agriculture", disait le slogan.

Quand le Président de la République, Laurent Gbagbo, a remis la filière aux producteurs, il voulait restaurer la dignité du paysan, artisan nourricier de l'humanité. Mais singulièrement, permettre aux producteurs de se prendre en charge. Ses attentes n'ont pas été comblées. A l'analyse, les structures de gestion n'ont pas fonctionné comme il se devait : le renouvellement des instances dirigeantes ne s'est pas encore opéré, le financement de la commercialisation est diversement apprécié, des structures se sont détournées de leurs missions en procédant à des acquisitions, le prix d'achat bord champ n'est pas soutenu, etc.

C'est pour recenser et proposer des solutions au mal de la filière que le Président Laurent Gbagbo a mis en place le comité de pilotage, organe consultatif qui regroupe tous les acteurs de la filière. On attend que le Comité rende ses conclusions.

Les producteurs de café-cacao ont-ils compris que tout ce qui se trame dans la filière est d'abord contre leurs intérêts au profit des multinationales ? Ils semblent l'avoir compris. C'est ainsi que le 8 janvier dernier, au cours d'un point de presse, toutes les 13 unions coopératives disséminées sur le territoire national ont décidé de se regrouper en une fédération des producteurs de café-cacao de Côte d'Ivoire. Selon le président du comité de mise en place de la fédération, Kanga Yao Arsène, les producteurs sont déterminés à faire aboutir ce projet, au regard "des potentialités dont regorgent les unions et leur présence affirmée sur le terrain". C'est une question de responsabilité.

---

Copyright © 2006 Notre Voie. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com).

---